

# Elections européennes De la désespérance sociale



# à la lutte !

Les élections européennes ont encore amplifié en France ce que l'on avait déjà noté lors des municipales : la désespérance sociale s'est traduite par une abstention massive dans les quartiers populaires et une poussée du Front national qui dame le pion aux partis de la gauche et de la droite traditionnelles.

L'UMP a implosé, le Parti socialiste a atteint des niveaux record de désaffection électorale, les écologistes ont perdu la moitié de leur électorat et le Front de Gauche, incapable de se démarquer clairement du PS dans la durée et qui oscille entre rhétorique radicale et pratique réformiste, affiche un score décevant, un peu supérieur à 6 % des suffrages.

Ces élections ont aussi montré le désintérêt de l'immense majorité de la population des 28 pays membres de l'Union européenne à l'égard d'une institution antidémocratique, toute entière au service des nanti-e-s et fort éloignée des préoccupations quotidiennes de la partie la plus modeste de la population.

En fait, une fois de plus, c'est la droite dure et l'extrême droite qui, dans la plupart des pays, profitent en priorité du désarroi provoquée par l'incessante montée du chômage de masse que nous connaissons depuis 2008. Ce chômage que les gouvernements de gauche et de droite ont voulu faire payer aux masses laborieuses en abaissant les salaires, en rognant, sur les prestations sociales, en allongeant l'âge de la retraite etc. Tant et si bien que nombre de salarié-e-s et de sans-travail se sont finalement tournés vers l'extrême droite en désespoir de cause et faute d'alternative crédible.

C'est là bien sûr un choix désastreux car si demain les Le Pen du Nord et du Sud de l'Europe arrivent au pouvoir, non seulement ils ne mèneront pas, sur le fond, une politique différente des conservateurs et des sociaux-démocrates mais, de plus, ils tenteront de jouer sur les préjugés racistes et xénophobes pour détourner la colère populaire contre les "étrangers", c'est à dire en priorité les immigré-e-s, les Roms, les sans-papiers etc. Et, si cela ne suffit pas, ils s'en prendront aux militant-e-s syndicalistes dans les entreprises et les quartiers, accusé-e-s alors de défendre les "privilèges" de celles et ceux qui ont la chance d'avoir un emploi.



Si aujourd'hui nous en sommes arrivés là c'est d'abord et avant tout la faute aux partis ouvriers traditionnels - socialiste et communiste - qui depuis longtemps ont abandonné le drapeau de la lutte de classe, qui n'offrent plus la perspective de combattre pour un monde meilleur mais se battent uniquement pour accéder au gouvernement de la bourgeoisie.



Dans ces élections l'extrême gauche anticapitaliste (représentée ici par le NPA et Lutte Ouvrière) a été largement inaudible. D'où ses scores modestes, qui totalisent ensemble 1,7 % des suffrages exprimés. C'est évidemment très peu.

**Mais si demain la classe ouvrière retrouve le chemin naturel de ses luttes - dans la rue, dans les usines, dans les entreprises - alors les 300 000 personnes qui ont voté pour cette extrême gauche pourraient avoir un poids sans commune mesure avec leur importance électorale.**

## Sommaire

Page 1 : Européennes - désespérance sociale

Page 2 : Interdiction des licenciements !

Page 3 : "Tous et toutes ensemble, public-privé"

Page 4 : Pour la paix en Pays Basque

Page 5 : Boko Haram, le Moyen Age au XXIème siècle

Page 6 : Livre - Au revoir là-haut

Page 7 : Infos évènements

## Chez Alstom comme ailleurs INTERDIRE LES LICENCIEMENTS!

**C'**est par les médias que les travailleurs d'Alstom ont appris, fin avril, que la branche Energie du groupe (soit 70% de son activité) allait être vendue. Selon son PDG, Patrick Kron, l'entreprise n'est pas en crise mais il faut préparer les moyen et long termes. L'impact négatif sur l'emploi n'entre pas dans ses préoccupations. General Electric (GE), grand groupe des USA, est en première ligne pour l'achat. Le groupe allemand Siemens est également intéressé et paraît avoir la préférence du gouvernement.

Nombre de dirigeants syndicaux ou politiques (de FO, de la CGT, du Front de Gauche) ont appelé l'Etat à intervenir pour empêcher que « *la France perde ce fleuron de notre industrie nationale* ».

**L'intervention de l'Etat : une solution pour la défense des intérêts des travailleurs et des travailleuses ?**

Rappelons que 2 milliards d'euros publics avaient été versés en 2004 dans le capital d'Alstom. Il s'agissait alors pour Sarkozy de « *sauver l'industrie française* ». Deux années plus tard, en 2006, Bouygues achetait pour 2 milliards les 30 % que possédait l'Etat. Aujourd'hui Bouygues veut vendre et espère doubler

sa mise avec les 4 milliards qu'il entend toucher de la vente... sans parler des dividendes reçus, puisque sur les seules cinq dernières années, Alstom en a distribués pour 1,5 milliard à ses actionnaires. Merci l'Etat, à l'origine de ce joli placement pour les actionnaires d'Alstom, et pour Bouygues en particulier ! Quant aux travailleurs et aux travailleuses, ce sont des milliers de licenciements et de suppressions d'emplois qu'ils ont subis dans les années qui ont suivi 2004, et encore récemment, à l'automne dernier, avec la disparition de 1 300 postes de travail dans le groupe.

La nationalisation, avancée par certains, n'est pas davantage une garantie pour les salarié-e-s. Rappelons le cas tristement célèbre de la sidérurgie, nationalisée sous Mitterrand en 1982. Les plans Acier, qui avaient suivi, s'étaient traduits par des dizaines de milliers de suppressions d'emplois. Le sale boulot a été fait par l'Etat, à la place des grands patrons de l'acier qui eux s'en étaient fort bien tirés, largement payés par l'argent public lors de la nationalisation. Puis lorsque le secteur renoua avec les bénéfiques, le gouvernement de cohabitation Balladur-Mitterrand commença en 1994 à revendre au privé les parts du groupe nationalisé.

L'Etat est au service du grand capital. C'est ce dernier qui décide, non les gouvernements. Les grandes déclarations de Montebourg - d'ailleurs évolutives : dans un premier temps il était hors de question de vendre Alstom, aujourd'hui il s'agit de discuter des offres - ne sont que rodomontades.

Au nom du « *patriotisme économique* », le gouvernement Valls vient d'élargir le décret pris par de Villepin en 2005 qui soumet les investissements étrangers à l'autorisation du gouvernement. En plus de la Défense et de la Sécurité, il concerne désormais l'Energie, le Trans-



port, l'Eau, la Santé, les Communications Electroniques.

Un tel dispositif, déjà appliqué aux USA et en Allemagne par exemple, n'est pas pour effrayer les capitalistes que Michel Sapin a, du reste, immédiatement rassurés en précisant qu'il s'agit « *de dialoguer avec les grandes entreprises* » et non pas de les empêcher d'investir.

**Interdiction des licenciements ! Expropriation sans indemnité ni rachat !**

Qui sera le repreneur de la branche Energie d'Alstom ? Il devrait être connu le 23 juin. Pour préserver leurs intérêts, les travailleurs-euses ne peuvent compter que sur leurs forces - importantes du reste dans un « *Tous et toutes ensemble* » - et non sur le gouvernement. Ce dernier n'est guère intervenu lors des « *plans sociaux* » chez PSA, Arcelor, Sanofi, Goodyear, Alcatel, La Redoute etc. où les pertes d'emploi se comptent par dizaines de milliers. Et il y a quelques semaines, à travers le pacte de responsabilité, il a fait un cadeau supplémentaire de 40 milliards d'euros au patronat tout en diminuant les dépenses publiques de 50 milliards !

Imposer le maintien de l'emploi à travers le mot d'ordre unitaire « *Interdiction des licenciements* » est la seule réponse pour organiser la riposte face à ces grandes sociétés qui font la loi, avec l'aide des gouvernements. Et sur le fond, il n'y a pas d'autre solution que d'exproprier ces grands groupes, sans leur verser un euro d'indemnité. Il faut les placer sous le contrôle des travailleurs et des travailleuses pour la satisfaction des besoins de la population et non le profit d'une infime minorité.



# Toutes et tous ensemble, public-privé

## Pour l'annulation du pacte de responsabilité!

### Pour une augmentation générale des salaires et des retraites!

### Pour le partage du travail et l'interdiction des licenciements!

**Combattons le gouvernement  
Hollande-Valls- Medef**

**Pour la convergence des luttes !  
Vers une riposte d'ensemble !**

Les mesures Valls du "pacte de responsabilité" vont encore plus loin que les annonces antérieures.

Au cadeau de 30 milliards déjà promis au patronat, s'ajoutent 8 milliards de baisses et/ou suppressions de taxes sur les entreprises.

Le plan d'austérité de 50 milliards d'euros est maintenu. Il se traduit par des coupes claires dans le budget de l'Etat, des collectivités locales, de l'assurance maladie et des prestations sociales. Moins de services publics; moins de remboursements de santé, d'allocations; gel des salaires et des retraites... Les plus modestes, les plus démunis sont une nouvelle fois ceux qui en souffriront le plus.

Quant au volet pompeusement nommé de "solidarité", il s'agit en fait d'une aumône de 40 euros mensuels prévue pour les smicards, dégressive jusqu'à 1,3 Smic. Ne nous y trompons pas. Ce n'est pas une augmentation de salaire mais une baisse des cotisations salariales : une arnaque, car ce gain apparent sur le bulletin de salaire sera compensé par l'impôt ou par une baisse des remboursements médicaux ou autres...

Voilà ce que Valls appelle des "efforts équitablement répartis".

Ces mesures sont des coups durs pour la population laborieuse et vont encore augmenter chômage, précarité et misère.

Rappelons que chaque année, les entreprises privées reçoivent environ 200 milliards d'aides, exonérations ou subventions publiques, que les actionnaires du CAC 40 recevront en 2014 plus de 40 milliards de dividendes.

Les confédérations syndicales soit acceptent de fait le pacte, soit se contentent de critiques verbales. Il faut en finir avec le piège du « dialogue social » et préparer, sur des mots d'ordre clairs, une riposte à la hauteur de l'attaque, une riposte qui ne peut être qu'interprofessionnelle et générale.

L'offensive contre les travailleurs et les classes populaires devient de plus en plus dure. Hollande, main dans la main avec le Medef, s'en prend toujours plus à nos salaires, à nos conditions de travail, aux services publics et à la Sécurité sociale.

Face à des attaques d'une telle ampleur, nous ne pourrions pas gagner en ordre dispersé, un jour la fonction publique, un autre tel ou tel secteur, puis les retraités etc. De même ce ne sont pas des journées d'action éparpillées qui feront reculer gouvernement et patronat.



L'heure est à coordonner et généraliser les luttes, sur des axes communs :

- interdiction des licenciements et des suppressions de postes
- partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire.
- augmentation générale des retraites, des salaires et des minima sociaux.
- annulation du pacte de responsabilité.

**C'est toutes et tous ensemble, salarié-e-s du privé et du public, chômeuses et chômeurs, jeunes et retraité-e-s que nous devons résister et préparer une contre-offensive d'envergure, avec nos armes : les manifestations, la grève, le blocage de l'économie.**

**Collectif Oldartu : Action Consommation Pays Basque, Collectif Féministe contre les violences sexistes, ELB, CNT, LAB, Solidaires, AB, Indar Beltza-Energie Noire, NPA, Sortu.**  
**Contact : oldartu@gmail.com Site : <http://www.oldartu.toile-libre.org>**

**OLDARTU**  
LUTTER ENSEMBLE

## TOUTES ET TOUS À BAYONNE le 14 Juin

Le 17 octobre 2011 avait lieu la conférence d'Aiete en faveur d'une résolution du conflit au Pays Basque. Y participait un comité d'experts internationaux au rang desquels Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations Unies.

A l'issue de leurs discussions ces personnalités avaient rendu public une feuille de route en cinq points pour la mise en place du processus de paix au Pays Basque.

Conformément au point 1 et trois jours après la conférence, l'ETA déclarait publiquement l'arrêt définitif de toute action armée.

Mais face à cette décision tant Madrid que Paris n'ont pas bougé, refusant tout geste non seulement à l'égard de l'ETA mais également des prisonnier-e-s ainsi que des réfugié-e-s et exilé-e-s basques.

Pourtant, comme le précisait les experts internationaux dans le point 2 de leur feuille de route, un nouveau pas s'impose pour que ce processus reste vivant. Et ce second point doit concerner le sort des prisonnier-e-s et des exilé-e-s.

Il faut, par la mobilisation la plus large possible, obliger les gouvernements espagnol et français à prendre en compte la situation nouvelle et à faire face à leurs responsabilités.

Des mesures immédiates doivent être prises:  
Pour les prisonniers et prisonnières

- \* la libération de celles et ceux gravement malades dans le respect de la loi Kouchner, et plus particulièrement celle d'Ibon Fernandez Iradi, atteint de sclérose en plaque, incarcéré à Lannemezan

- \* la fin des mesures de dispersion dans différentes prisons,

- \* l'accession aux libérations conditionnelles pour toutes celles et pour tous ceux qui en remplissent les conditions.

Pour les exilé-e-s

- \* le retour de celles et ceux qui ont été expulsé-e-s par la France au début des années 1980 vers des pays tiers (Cuba, Cap-Vert, Vénézuéla etc.).

Sur ces bases, un collectif d'organisations\*, nombre de militant-e-s syndicaux et d'élue-e-s (voir le site [www.nierebanoa.com](http://www.nierebanoa.com)) appellent à manifester massivement le samedi 14 juin à 16h à Bayonne devant la salle Lauga



\* Ligue des droits de l'Homme, Bake Bidea, la Cimade, Herrira, Etxerat, Anaia Artea, le Comité pour la défense des droits de l'Homme en Pays Basque, l'Observatoire international des prisons, Herriarekin, LAB, l'Union syndical Solidaire, la CGT territoriaux Biarritz, ELB, la CFDT santé sociaux Pays Basque, Aintzina, EHZ, EHBAI, Abertzaleen Batasuna, Sortu, NPA Pays Basque, Autonomia Eraiki, Eusko Alkartasuna.

Fête populaire après la manifestation, concert avec Zebda - Entrée gratuite.



## **BOKO HARAM :** **la barbarie comme religion** **La violence faite aux femmes** **comme précepte**

On ne peut qu'être horrifié et révolté par les actes et les méfaits commis par la secte Boko Haram (dont le nom signifie « *Les livres sont impurs* ») au cours de la décennie écoulée. Le dernier en date, l'enlèvement de plus de 200 lycéennes nigérianes (on pense même aujourd'hui qu'elles pourraient être près de 300), a suscité beaucoup de d'émotion dans la communauté internationale. Cela se comprend. On peut cependant regretter l'absence jusqu'alors de telles réactions malgré les crimes nombreux et sanglants, qui ont causé plusieurs milliers morts, à mettre à l'actif de ce groupe créé en 2002 par l'imam Mohamed Yusuf.

Abubakar Shekau, son nouveau leader incarne l'obscurantisme le plus profond et prétend agir au nom de principes pseudo-religieux qui n'ont rien à voir avec la réalité de l'Islam. Pour lui toute influence occidentale doit être bannie et il n'est pas question que les filles aillent à l'école et reçoivent une bonne éducation. Shekau et ses sbires sévissent plus particulièrement dans le nord du Nigéria, la région la plus pauvre du pays où seulement 10 % des filles sont scolarisées. Et tout cela se déroule sur fond de misère généralisée. Car le peuple nigérian n'a jamais profité de la manne en pétrodollars du pays. La majorité de ses habitant-e-s est encore plus pauvre qu'avant l'indépendance de 1960. Et, comme dans d'autres pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen Orient, cette misère pousse les gens à se rapprocher des mouvements islamistes radicaux et à les soutenir.

### **Un gouvernement corrompu et impuissant**

Le gouvernement nigérian de Goodluck Jonathan, bien qu'averti des projets d'enlèvement des jeunes filles, n'a rien fait pour les protéger. Il n'a réagi que tardivement, bien après le kidnapping. Ce qui lui est d'ailleurs reproché par la population. Mais peut-être n'a-t-il rien fait parce que ces lycéennes n'appartiennent pas à l'élite mais font partie de la partie la plus pauvre de la population ? Il n'oppose mollement aux exactions de Boko Haram que l'armée et ses fusils, alors que nombre de soldats sont eux-mêmes impliqués dans des atrocités contre la population et, pour certains, collaborent avec la secte.

En fait tant le gouvernement que l'administration du Nigéria sont corrompus à tous les niveaux et incapables de mettre fin à la situation anarchique qui règne dans les provinces du Nord.

### **Des femmes comme monnaie d'échange !**

Dans toutes les guerres, la violence à l'égard des femmes, qu'elle soit psychologique ou physique, est exacerbée. Elles en paient le lourd tribut ! Au Nigéria ces lycéennes ont été converties à l'Islam par la force, elles risquent d'être vendues (pour servir d'esclaves ou de prostituées ?) ou mariées de force, échangées contre des prisonniers. On ne parle pas encore de viols mais vu la bestialité des extrémistes de cette secte tout est possible ! Sont-elles encore toutes en vie ? Autant de questions qui restent posées.

Contre l'enlèvement de ces 200 jeunes filles, la communauté internationale a réagi - les « peuples » également - pour réclamer leur libération. Mais cette violence n'est pas nouvelle et n'est pas limitée au Nigéria ! Rappelons-nous la jeune pakistanaise Malala Yousafzai, symbole de la lutte pour l'éducation des filles, qui a été victime d'une tentative d'assassinat par les Talibans auxquels elle s'opposait !

En Inde on a appris fin mai que deux jeunes filles appartenant à la caste des "intouchables" avaient été violées puis pendues par leurs bourreaux. Dans beaucoup de pays africains la violence faite aux femmes est monnaie courante et journalière mais elle n'est que peu dénoncée. Et il n'y a pas que le Tiers Monde qui est touché. En France une femme meurt tous les trois jours de violences conjugales.



**Nous devons, nous, militantes et militants révolutionnaires et anticapitalistes, combattre cette violence physique et morale que ce soit au sein de nos entreprises, de nos syndicats, de nos organisations ou dans la sphère privée. Car ne pas le faire serait nier ce que nous sommes et abjurer nos idées. Notre combat c'est aussi lutter contre la misère, cette misère qui entraîne les populations à se tourner vers des partis et des sectes ultra-réactionnaires. Nous nous battons pour que la société capitaliste disparaisse et que nous vivions toutes et tous dans une société égalitaire, dans le partage, sans dominations et sans violences !**



LIVRE

# Au revoir là-haut

de Pierre Lemaitre (Ed Albin Michel)



**S**elon que vous serez puissants ou misérables..." Cette maxime tirée d'une fable de Lafontaine aurait pu servir de préface au roman de Pierre Lemaitre.

La Première Guerre mondiale prend fin. Nous sommes à la veille de l'armistice, au front, quelque part dans le nord de la France. Une ligne de démarcation, en plus de celle des positions, sépare les soldats qui ne veulent plus mourir pour conquérir trente mètres de terrain et les officiers qui veulent en gagner le plus possible pour se présenter en position de force à la table des négociations.

Albert aurait bien attendu la fin de la guerre à fumer et à écrire des lettres. Mais le lieutenant Pradelle a besoin d'un haut fait pour redorer son blason. Il met en place un plan diabolique pour inciter ses soldats à prendre d'assaut la côte 113 : envoyer deux soldats en reconnaissance afin de surveiller ce que font les soldats allemands. Cette mission intrigue Albert car il n'est pas besoin d'être général pour savoir que les soldats allemands font la même chose que les Français, ils attendent la fin de la guerre.

Les deux soldats sont tués. Leurs camarades, emplis de rage, sortent de leur trou et vont se battre pour les venger. Le lieutenant Pradelle a réussi son coup. Mais Albert est le témoin d'une monstruosité : en fait, c'est le lieutenant

nière cette guerre et l'après guerre, que l'on soit un simple soldat ou un officier, que l'on possède des entreprises, de la fortune ou que l'on soit simple employé.



Des personnages haut en couleurs - comme Merlin, fonctionnaire zélé, incorruptible par haine des classes dirigeantes qui l'ont toujours méprisé, comme Edouard auteur d'une arnaque rocambolesque, ou Madeleine, la femme de Pradelle tellement lucide - donnent à ce livre une force romanesque remarquable. L'hypocrisie de l'Etat, qui glorifie ses disparus mais ne fait rien pour soulager la situation des familles et des rescapés blessés à vie, dans leur chair et dans leur esprit, est bien soulignée et dénoncée.

Pradelle qui a tué les deux soldats. Celui-ci va tenter de se débarrasser de ce témoin gênant ainsi que d'un deuxième homme, Edouard, qui porte secours à Albert.

Que va t-il se passer à la fin de la guerre ? Quel sera le destin de ces trois hommes ? Pierre Lemaitre décrit sans complaisance les horreurs de la guerre, les morts, innombrables, les blessures, atroces, les visages défigurés, toute une jeunesse d'un pays sacrifiée. Son propos a des accents de lutte de classe. On ne vit pas de la même ma-

C'est un livre que l'on ne peut plus lâcher une fois ouvert. La force de ce récit nous emporte, la cruauté décrite nous emplit d'effroi. La fin nous permet de quitter ce livre un peu plus serein : elle est quelque peu amorphe au regard des codes en vigueur. Mais la plus grande amoralité n'est-elle pas cette guerre qui a tué toute une génération et fait souffrir des millions de personnes, en France et ailleurs, pour l'intérêt de quelques uns?

Pour toutes vos commandes... faites vivre une librairie militante !

**librairie**  
la-breche.com

27, rue Taine - 75012 PARIS ☎01.49.28.52.44  
@ contact@la-breche.com



# DEUX RASSEMBLEMENTS

**LA LESBIAN-GAY PRIDE  
à Biarritz le 21 juin**

**NOTRE-DAME-DES-LANDES  
les 5 et 6 juillet**

**L'ABANDON C'EST MAINTENANT !**



**NOTRE-DAME  
DES-LANDES 2014**  
5 et 6 juillet

**Réservez votre weekend !**

Rejoignez le rassemblement **NDDL 2014 !**  
2 caravanes au départ de Bayonne :

le 26 juin : départ de Bayonne de la caravélo par la vélOdyssee  
toutes les infos : <https://www.facebook.com/events/314611515355980/>

le 30 juin : départ de Bayonne de la caravane motorisée  
via la Gironde, la Charente co-voiturage possible  
Kontaktua/Contact : [pb.nddl@gmail.com](mailto:pb.nddl@gmail.com)



**Lesbian - Gay  
PRIDE** 2012  
BTZ  
BIARRITZ

**Ekainak 21 Juin**

**ITSASARGIAN**  
12:00 - Ostata, leña-baxlarria eta elkarteen harridha  
16:00 - MANIFESTAZIOA

**AU PHARE**  
12:00 - Bar, pique-nique village associatif  
16:00 - MANIFESTATION

Gure eskubideak harro  
Ausart gaitzen  
Maita dezagun  
Goazen aitzina!

Fair-e-s  
de nos droits  
Osons, Aimons  
Avançons!

Les Bases en partenariat avec  
Les Bases 4840000000

AMC  
TV77  
papirazzu

